

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7357>

UJFP

Manifestation à Alfortville le 6 septembre : CHRONOPOST ALFORTVILLE, SOUTIEN AUX POSTIERS SANS-PAPIERS



UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : dimanche 1er septembre 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Organisée par la Marche des Solidarités.

Chronopost est une marque de la Poste, spécialisée dans l'envoi du courrier express, à des tarifs élevés qui rapportent beaucoup d'argent à la Poste.

Derrière Chronopost, se cache une réalité inhumaine : pour décharger les camions et trier les colis, la Poste, par une série de sous-traitances en cascade, utilise en toute connaissance des travailleurs sans-papiers soumis à une surexploitation, sans aucun respect de la législation du travail. Ils embauchent à 3 et 5 heures du matin pour travailler jusqu'à 7H30. De cette façon, elle leur délivre des feuilles de paye la plupart du temps inférieures au mi-temps.

Nous dénonçons cette hypocrisie qui consiste à fabriquer et maintenir des travailleurs sans droits, qu'on peut alors exploiter au maximum. Il s'agit d'un véritable système organisé pour précariser les salariés, pratiquer le dumping social et faire baisser le coût unitaire du colis.

Depuis le 11 juin, plusieurs dizaines de ces travailleurs sans-papiers employés par Chronopost, sont en lutte devant l'agence d'Alfortville, présents jour et nuit pour demander leur régularisation, soutenus par plusieurs syndicats.

Le 2 juillet une rencontre a eu lieu avec un représentant de la préfecture.

Depuis la préfecture n'a pas donné de réponse officielle malgré nos relances. La direction de Chronopost, rencontrée le 9 juillet, a affirmé qu'elle n'était pas « l'employeur de ces travailleurs ». Mais elle cautionnait l'entrée quotidienne de 25 d'entre eux sans badge. Derichebourg, le sous-traitant devant qui a eu lieu une manifestation le 22 août fait silence. Quant à l'agence Mission Intérim, le pourvoyeur de main-d'oeuvre, elle a été occupée le 29 juillet par les salariés de Chronopost, mais les forces de la préfecture ont organisé l'évacuation, les empêchant ainsi d'en obtenir les CERFA et les autres documents de régularisation.

À ce jour, après 3 mois de mobilisation, ni la Poste, ni le Ministère du travail, ni la préfecture ne parlent de les recevoir malgré de nombreux courriers et demandes.

Face à ce silence et au déni de la réalité que subissent des milliers de sans-papiers en France, la Marche des Solidarités, qui regroupe des collectifs de sans-papiers et des victimes des violences policières, appelle à soutenir leurs frères sans-papiers du piquet de Chronopost, au nom de l'égalité des droits et pour la construction d'une société meilleure et égalitaire.

- ▶ La Poste doit recevoir les sans-papiers et les syndicats, reconnaître son rôle d'employeur, intégrer à ses effectifs ces salariés en lutte et leur délivrer les documents nécessaires à leur régularisation.
- ▶ La préfecture doit régulariser l'ensemble des salariés de Chronopost
- ▶ Liberté de circulation et d'installation en France
- ▶ Régularisation de tous les sans-papiers
- ▶ Égalité des droits

Manifestation Vendredi 6 septembre 2019

Départ à 15H30 M° Maisons-Alfort Ecole Vétérinaire